

TERRITOIRE

RUANDA - URUNDI

KIBUNGO



4693

M É M O R A N D U M

Je serais obligé à M. le Conservateur de B. F. à me faire tenir
le dossier de l'affaire se rapportant au télégramme ci joint.

le g^{ve}
by

Usumbura, le 28 - 12 1930.

Zone de protection Kreglinger

(lettre 506 du 11-2-29 à report Kreglinger
" des conditions qui seront imposées aux détenteurs de zones
de protection dans les régions d'altitude élevée ont été examinées.
Les modalités définitives d'application n'ont pas encore été
élaborées et même que les conditions d'octroi des terrains, les-
quelles seront fixées ultérieurement. "

lettre 1295 du 21.5.29

" j'ai été et je suis sûr que je n'ai accordé un délai de
quatre mois, à dater de ce jour, pour faire choix d'une
zone de protection dans la région n° VIII (chetterie Bra
venyanka et éventuellement Orkumove) et aux condi-
tions indiquées dans la note ci-jointe .

lettre

du 12-12-29 du Conseil d'Administration à l'agrandi-
sant amendement régime des zones de protection : deux
périodes de prolongation de 10 ans .

demandant d'examiner la possibilité pour les bénéficiaires de
zones de conclure les contrats avec les indigènes à l'interve-
tion de ceux-ci sous la surveillance de l'Administration
~~strictement~~ essentiel que le commerce reste limité aux centres
administratifs et que le commerce ambulante ne par capites
acheteurs reste strictement interdit .

demandant de confirmer officiellement l'octroi de la
zone qui leur a été accordée et principe

lettre ³⁶¹⁴ du 17-12-29 au Gov P. à Monsieur Kreglinger & Co

" j'ai fait mettre à l'étude les questions que vous
avez soulevées et de réception de avis des Résidents je
soumettrai l'ensemble du problème au département
à qui appartient la décision .

" ... (pour la confirmation officielle de l'octroi,) je
vous marque un accord de principe pour autant que
la superficie des 2 chetteries ne dépasse pas 70.000 ha .

disputations au Gov P. relatives aux contrats entre les indigènes

L'art. XI stipule une ~~clausule~~ ^{clausule} résolutoire expresse pour
le cas où le ~~bénéficiaire~~ contractant, bénéficiaire d'une
zone de protection temporaire, ne remplissait pas les obli-
gations concernant la zone même et se contentait d'ex-
ploiter le terrain ^{travaux} par la culture directe sans s'occuper de
mettre la zone en valeur.